

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN JUIN 2017**

Août2017

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Régis IMMONGAULT

Ministre délégué

Mme Edwige ESSOUKOU ép. BETHA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2017.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN JUIN 2017	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	8
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	8
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2017.....	10
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	10
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2017	10
II.2 LE PETROLE	12
II.3 LE MANGANESE	12
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	13
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	13
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	13
II.5.2 L'huile de palme brute.....	14
II.5.3 L'élevage bovin.....	14
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	15
II.6.1 La minoterie et l'aviculture.....	15
II.6.2 Le sucre	15
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	16
II.6.4 L'eau minérale.....	16
II.6.5 Les huiles et corps gras	17
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	18
II.7.1 Les unités de sciage	18
II.7.2 Les unités de déroulage.....	18
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	19
II.8.1 La chimie.....	19
II.8.2 Les matériaux de construction	21
II.8.3 La seconde transformation des métaux.....	21
II.8.4 L'industrie minière	21
II.9 LE RAFFINAGE.....	22
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	23
II.10.1 L'électricité	23
II.10.2 L'eau.....	23
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	24
II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	24
II.12.1 Le transport aérien	24

II.11.2 Le transport ferroviaire	25
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	25
II.14 LE COMMERCE	26
II.14.1 Le commerce général structuré	26
II.14.2 Le commerce des véhicules neufs	26
II.14.3 Le commerce des produits pétroliers	26
II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	27
II.15 LES AUTRES SERVICES	27
II.15.1 Les services rendus aux entreprises	27
II.15.2 Les services rendus aux particuliers	27
II.15.3 Les services immobiliers	28
II.15.4 Les services de réparation mécanique	28
II.16 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	28
II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	29
II.17.1 L'analyse bilancielle	29
II.17.2 Les opérations avec la clientèle	29
II.17.2.1 Les ressources collectées	29
II.17.2.2 Les crédits distribués	30
II.18 CONJONCTURE DE L'ACTIVITE DE LA MICROFINANCE	31
II.18.1 Configuration et clientèle	31
II.18.2 Capitaux propres et intermédiation financière	32
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	33
II.19.1 La Branche Non Vie	34
II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation	34
II.19.3 Les sinistres réglés	35
II.20 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	35
II.20.1 Les ressources	35
II.20.2 Les emplois	36
II.20.3 Investissements et créances impayées	36
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2017	37
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	37
III.2 L'EMPLOI	38
III.2.1 La variation des effectifs par département	38
III.2.2 Evolution de l'emploi de la MONP	39
III.3 LES SALAIRES	39
III.3.1 La solde permanente par administration	39
III.3.2 La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente	40
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	40

III.4.1 L'évolution des exportations en valeur	40
III.4.2 L'évolution des importations en valeur	42
III.5 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	42
III.5.1 Les principaux clients	43
III.5.2 Les principaux fournisseurs	44
III.6. LA DETTE PUBLIQUE	46
III.6.1 L'évolution du règlement de la dette	46
III.6.2 L'évolution des tirages sur financements	46
III.6.3 L'évolution du stock de la dette publique	47
III.7. LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN JUIN 2017	48
III.7.1 L'exécution du budget	48
III.7.2 Les recettes budgétaires	49
III.7.2.1 Les recettes pétrolières	49
III.7.2.2 Les autres recettes	50
III.7.3 Les dépenses budgétaires	50
III.7.3.1 Les dépenses de fonctionnement	50
III.7.3.2 Les dépenses d'investissement	51
III.7.3.3 Les autres dépenses	51
III.8 SITUATION MONETAIRE	52
III.8.1 les principaux agrégats monétaires	52
III.8.1.1 La masse monétaire (M2)	52
III.8.1.2 Les ressources extra-monétaires	53
III.8.2 Les contreparties de la masse monétaire	53
III.9 LA POLITIQUE MONETAIRE	54
III.9.1 l'action sur la liquidité bancaire	54
III.9.2 la politique des taux d'intérêt	54

RESUME EXECUTIF

L'économie mondiale s'est consolidée au deuxième trimestre, sous l'effet de la reprise des cours des matières premières, la bonne tenue du commerce des marchandises et l'assouplissement des restrictions budgétaires. Ainsi, les pays avancés et les pays émergents ont enregistré de bonnes performances économiques liées essentiellement à la hausse de la consommation des ménages et de l'investissement.

Au niveau national, dans le **secteur primaire**, les résultats positifs ont été enregistrés dans la production du manganèse, du caoutchouc naturel (hévéa), de l'huile de palme et de l'élevage. En revanche, l'exploitation pétrolière est en baisse (-7,2%) et l'exploitation forestière quasi stagnante.

L'activité des entreprises du **secteur secondaire** a été globalement en hausse, hormis la production meunière et avicole, celle des boissons gazeuses et alcoolisées, de la chimie, de la seconde transformation des métaux ainsi que la production des matériaux de construction et la seconde transformation des métaux.

Dans l'ensemble, l'activité dans le **secteur tertiaire** a été en baisse. En effet, le commerce, les services rendus aux particuliers et la réparation mécanique ont affiché des contre-performances. Néanmoins, des activités comme le transport et télécommunication ont fortement atténué cette tendance.

Dans le secteur financier, le total des bilans des banques s'est contracté de 11,1% à 2226,3 milliards. Les crédits distribués ont baissé de 4,2% à 1711,9 milliards de FCFA et les ressources collectées se sont contractées de 12,4% à 1 878,4 milliards de FCFA en juin 2017. Dans ce contexte, le taux de couverture des crédits par les dépôts a reculé de 9 points.

Suivant la même tendance, les compagnies du secteur assurance ont enregistré une baisse de 14,9% de leur chiffre d'affaires en raison de la contraction du volume des primes dans la branche Non vie, liée notamment à la volatilité des affaires.

Le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a progressé de 3,4% en moyenne annuelle. Cette situation résulte de l'augmentation des prix des postes « logements-eau-gaz-électricité », « transports » et « biens et services divers ».

Le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par une forte hausse des exportations en valeur de 37,5% et une contraction des importations de 13,4%. En conséquence, le solde commercial a plus que doublé par rapport à sa valeur à la même période en 2016 pour s'établir à 789,1 milliards de FCFA.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN JUIN 2017

La croissance de l'économie mondiale a poursuivi son raffermissement au deuxième trimestre 2017. Elle a été soutenue par les performances des pays avancés et émergents, favorisées par le relèvement des cours des matières premières (essentiellement le pétrole) et la dynamique du commerce mondial. Cette consolidation est également le résultat d'un assouplissement des restrictions budgétaires, notamment aux Etats-Unis, conjugué à la mise en œuvre, dans certains pays, de politiques financières accommodantes. Dans ce contexte, la croissance annuelle du Produit Intérieur Brut mondial pour 2017 se situerait à 3,5% contre 3,2% l'année précédente.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La croissance des économies des pays avancés s'est consolidée au cours du deuxième trimestre, suite au regain de confiance des investisseurs et à la hausse de la consommation.

Au sein de ce groupe de pays, le produit intérieur brut des **Etats-Unis**, en glissement annuel, a augmenté de 2,6% contre 1,2% au trimestre précédent. La consommation des ménages, les dépenses publiques et l'investissement des entreprises ont été les moteurs de cette embellie.

L'économie du **Japon** a enregistré une expansion de 1,0% en volume au deuxième trimestre contre 0,4% au trimestre précédent. Ce raffermissement a été favorisé par l'augmentation de la consommation et de l'investissement. En effet, la consommation, qui représente environ 60% du PIB, et l'investissement ont progressé respectivement de 0,9% et 2,4% d'avril à juin 2017.

Dans la **Zone euro**, l'activité économique a progressé de 0,6% au second trimestre contre 0,5% au premier trimestre. Comparativement au deuxième trimestre de 2016, le PIB réel a augmenté de 2,2%. Cette croissance a été essentiellement soutenue par le renforcement de l'investissement et de la consommation privée, malgré le léger regain de l'inflation et la fragilité de certaines banques. **La France**, a enregistré une croissance de 0,5% au deuxième trimestre. L'activité a bénéficié de la bonne tenue du commerce extérieur, du fait d'un rebond de 3,1% des exportations, et de la hausse de la demande intérieure (+0,4%). Dans le même temps, la croissance économique de **l'Allemagne** a légèrement marqué le pas au deuxième trimestre avec une progression du PIB de 0,6%, freinée par le commerce extérieur, dans un contexte de bonne tenue de la demande intérieure.

Par ailleurs, la croissance de l'économie du **Royaume-Uni** s'est renforcée de 0,3%, dans un contexte marqué par une augmentation de l'inflation (les prix à la consommation ont progressé de 2,7%) et la baisse de la valeur de la livre sterling. L'investissement a également faibli en raison des incertitudes sur les futures relations commerciales avec les pays de l'Union Européenne.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans **les pays émergents**, le climat conjoncturel a continué à s'améliorer, avec le rebond des cours des matières premières. Cette embellie est notamment observée au sein des pays exportateurs des matières premières qui avaient connu une récession en 2015 et 2016, suite au repli des cours des produits de base.

La croissance **chinoise** a poursuivi son rythme dynamique en ce premier semestre 2017. En effet, le PIB de la seconde puissance économique mondiale a cru de 6,9% au deuxième trimestre 2017, porté par la demande intérieure et l'investissement dans la construction et la production manufacturière.

En **Russie**, l'activité s'est renforcée de 2,7% au deuxième trimestre contre 0,5% à fin mars 2017, suite à la hausse des prix des matières premières, des exportations et de la demande intérieure. Cette dynamique haussière a également marqué l'activité économique des pays d'Europe centrale et orientale, dont le PIB a continué de croître vigoureusement. Celui-ci a été soutenu par la production industrielle elle-même tirée par la demande en provenance de la Zone euro.

La situation des pays de **l'Amérique latine** a été diverse. En effet, la hausse des prix des produits de base a profité aux pays exportateurs de produits agricoles et énergétiques, à l'instar du Brésil et de l'Argentine qui sont officiellement sortis de la récession. La croissance annuelle du **Brésil** est de ce fait projetée à 0,3% confortée par la relance de la production industrielle, des exportations ainsi que par l'amélioration progressive du pouvoir d'achat des ménages.

Parallèlement, la croissance de l'économie du **Mexique** a augmenté de 0,6% au deuxième trimestre maintenant ainsi le rythme enregistré au premier trimestre. En glissement annuel, l'activité s'est renforcée de 3%.

En **Afrique subsaharienne**, les deux plus grandes économies ont renoué avec la croissance au deuxième trimestre. En effet, l'économie de **l'Afrique du Sud** est sortie de la récession avec un taux de croissance de 2,5% au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre 2017, au cours duquel l'activité a progressé de 0,7%. Cette évolution tire son origine des secteurs Agriculture et Pêche, de l'Immobilier et Finances ainsi que des Mines. Concomitamment, le produit intérieur brut du **Nigeria** a crû de 0,55%, une première depuis cinq trimestres. Les moteurs de cette croissance sont l'agriculture, le commerce et l'Energie (gaz et électricité).

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2017

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2017

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↓
Mines	
<i>Manganèse</i>	↗
Exploitation forestière	↓
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↓
<i>Production sucrière (C.A)</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↓
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	→
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↓
<i>Industrie minière</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
Bâtiment et Travaux publics	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↓
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗

Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
Services	↘
Hôtellerie et restauration	↗

II.2 LE PETROLE

Les six premiers mois de 2017 font ressortir un fléchissement de l'activité pétrolière. En effet, la production nationale de pétrole s'est repliée de 7,2% à fin juin 2017, pour se situer à 5,36 millions de tonnes (39,1 millions de barils). Cette baisse s'explique, entre autres, par le déclin naturel des champs, conjugué aux difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs, la grève du personnel et les exigences de l'OPEP (baisse de 9 000 barils/jour) pour réduire l'offre mondiale de pétrole. Parallèlement, les exportations ont régressé de 11,5%, s'établissant à 4,8 millions de tonnes.

Cependant, suite à la fermeté des cours observée en début d'année, le prix moyen du Brent a progressé de 30,4%, contre une augmentation de 37,5% du prix moyen des bruts gabonais. Dans le même temps, le taux de change moyen du FCFA par rapport au dollar s'est apprécié de 3,1% à 606,28 FCFA.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de tonnes)	5,779	5,361	-7,2%
Exportations (en millions de tonnes)	5,446	4,821	-11,5%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	39,727	51,80	30,4%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	36,117	49,67	37,5%
Taux de change (\$US/FCFA)	588,212	606,28	3,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3 LE MANGANESE

L'activité d'exploitation du minerai de manganèse a tiré profit de la bonne tenue de l'industrie sidérurgique mondiale dont la production d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a progressé de 4,5%. Dans ce contexte, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a augmenté de 48,4% à 2,2 millions de tonnes à fin juin 2017, sous l'effet conjugué des performances de la Comilog, de la reprise des activités sur la mine de Ndjolé et de la mise en exploitation du gisement de Franceville.

Dans le même temps, les exportations et les ventes ont augmenté respectivement de 53,2% et 53,5%, grâce à la fermeté du carnet de commande, notamment en Asie. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est fortement amélioré (+154%) pour s'établir à 314,8 milliards de FCFA, conforté par la remontée des cours du manganèse dont la moyenne des prix du minerai a atteint 5,69 USD/dmtu au premier semestre 2017 contre 2,91 USD/dmtu, un an auparavant.

Au niveau de l'emploi, le regain d'activité observé a entraîné l'augmentation de 29,2% des effectifs à 1 941 employés. Corrélativement, la masse salariale a progressé de 8,6% à 22,4 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	1 516 685	2 250 665	48,4%
Exportations	1 574 792	2 412 288	53,2%
Ventes	1 563 817	2 400 985	53,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	123 953	314 880	154,0%
Effectifs	1 502	1 941	29,2%
Masse salariale	20 611	22 390	8,6%

Source : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'exploitation forestière s'est caractérisée par une légère baisse de la production des grumes de 0,7% pour un volume de 757 101 m³, attribuable à un renforcement de la législation sur l'exploitation des bois divers. Cependant, les ventes de bois aux industries locales ont progressé de 14% à 262 560 m³, en liaison avec la forte demande des industries ne disposant pas de permis forestiers.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	762 452	757 101	-0,7%
Achats de grumes	62 845	70 507	12,2%
Ventes aux industries locales	230 397	262 560	14,0%

Sources : Dicb, Somivab, Sfik, Hua Jia, Ceb, Tv Bg, Bsg, Gwi, Rfm, Sbl, Rougier, Cora Wood, Cbg, Trg, Mont Pélé Bois, Tbni, Seef, Geb, Ttib, Senchuan Timber et Tali Bois

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière caoutchouc naturel a connu un regain d'activité au cours du premier semestre 2017. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a augmenté de 4,9% pour se situer à 12 363 tonnes. De même, l'usinage du caoutchouc en granulés de 50 kg a crû de 13,1%, suite à la reprise de l'usine après les travaux de réhabilitation de l'outil de production.

Sur le plan commercial, les exportations de granulés ont enregistré une amélioration de 22,6%, induisant ainsi une forte hausse du chiffre d'affaires (+106,4%) qui s'est situé à 8,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	11 790,0	12 363,1	4,9%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	6 130,0	6 934,7	13,1%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	6 032,0	7 394,6	22,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 212,0	8 695,6	106,4%
Effectifs	185,0	203,0	9,7%
Masse salariale(en millions de FCFA)	634,5	734,3	15,7%

Source : Siat

II.5.2 L'huile de palme brute

L'activité de la filière de l'huile de palme brute a enregistré de bonnes performances industrielles et commerciales, suite à la mise en exploitation des plantations d'Awala et Mouila. Ainsi, la production de l'huile de palme brute s'est établie à 8 866 tonnes à fin juin 2017. Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont atteint respectivement 6 729 tonnes et 3 037 tonnes, pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de FCFA.

Les plantations ont nécessité un effectif de 9 473 agents (permanents et temporaires), représentant une masse salariale de 6,3 milliards de FCFA.

II.5.3 L'élevage bovin

Le cheptel du ranch Nyanga a augmenté de 12% sur les six premiers mois, pour atteindre 5 514 têtes contre 4 922 têtes, à la même période en 2016, sous l'effet conjugué des importations de veaux en début d'année et de l'accroissement des naissances. Cependant, les ventes se sont repliées de 1,5% à 36,9 tonnes, du fait de la diminution du nombre de bêtes mises à l'abattage. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est contracté de 3,6% à 158 millions de francs CFA.

Avec des effectifs quasiment stables, la masse salariale a augmenté de 28,8% du fait du changement de catégories de certains agents.

Evolution de l'élevage bovin

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Effectif du cheptel	4 922	5 514	12,0%
Vente de viande (en kg)	37 520	36 939	-1,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	164	158	-3,6%
Effectifs	22	21	-4,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	59	76	28,8%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

La branche meunière et avicole a été marquée par un tassement de son activité durant le premier semestre 2017. Ainsi, la production de farine a reculé de 16,6% pour se situer à 29 184 tonnes. De même, la production des aliments pour bétail a baissé de 3,3%, à 14 305 tonnes, en raison de la faible demande des éleveurs indépendants. Suivant la même tendance, la production d'œufs est descendue à 20,7 millions d'unités, en recul de 6,1% par rapport à fin juin 2016.

Compte tenu de ces contre-performances, le chiffre d'affaires a régressé de 15,7% pour s'établir à 14,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Farine (en tonnes)	34 998	29 184	-16,6%
Issues (en tonnes)	9 977	8 558	-14,2%
Aliments pour bétail (en tonnes)	14 788	14 305	-3,3%
Œufs (en milliers d'unités)	22 067	20 720	-6,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 853	14 212	-15,7%
Effectifs	216	144	-33,3%
Masse salariale(en millions de FCFA)	1 350	1 414	4,7%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La raffinerie de sucre a enregistré des résultats contrastés. Au plan agronomique, la production de granulés de 50 kg a chuté de 39,2% à 2 925 tonnes à fin juin 2017. Par contre, sur le plan industriel, la transformation de sucre en morceaux et autres présentations a connu un accroissement de 121,3%, en raison de la réhabilitation de l'outil de production.

Dans le même temps, les quantités vendues ont enregistré une hausse de 13,8% à 18 426 tonnes, tirées par la demande locale. Cela a induit un chiffre d'affaires de 10,06 milliards de FCFA sur la période.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production totale (en tonnes)	4 811	2 925	-39,2%
Total du sucre transformé (en tonnes)	4 774	10 564	121,3%
Sucre (en morceaux)	4 774	5 982	25,3%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	0	4 582	-
Ventes (en tonnes)	16 186	18 426	13,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 876	10 064	1,9%
Effectifs	381	292	-23,4%
Masse salariale(en millions de FCFA)	2 043	2 787	36,4%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des résultats négatifs au terme des six premiers mois de 2017. Ainsi, en raison de la chute de la demande locale, la production totale a baissé de 3,4% pour s'établir à près de 1,4 million d'hectolitres, en dépit des travaux de réhabilitation des usines. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 5,8% pour se situer à 77,7 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en hectolitres)	1 430 019	1 381 549	-3,4%
Bières	814 374	802 953	-1,4%
Boissons gazeuses	567 197	535 262	-5,6%
Vins	23 989	21 922	-8,6%
Divers	24 459	21 413	-12,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	82 524	77 743	-5,8%
Effectifs	981	1 045	6,5%
Masse salariale(en millions de FCFA)	6 467	6 806	5,2%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4 L'eau minérale

La production d'eau minérale s'est élevée à 538 683 hectolitres à la fin du premier semestre, soit une augmentation de 29,4%, suite au renforcement des capacités de production de l'usine. Parallèlement, soutenu par les ventes locales, le chiffre d'affaires s'est raffermi de 5,9% pour s'établir à 7,9 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la société a fonctionné avec un effectif de 73 agents permanents, en progression de 10,6%, suite à l'agrandissement de l'usine, pour une masse salariale de 438 millions de FCFA (+11,7%).

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production d'eau (en hectolitres)	416 202	538 683	29,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 526	7 971	5,9%
Effectifs	66	73	10,6%
Masse salariale(en millions de FCFA)	392	438	11,7%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

Les résultats de l'activité de production des huiles et corps gras ont été positifs sur les plans industriel et commercial. En effet, la production de l'huile raffinée s'est située à 4 016 tonnes, soit une hausse de 102,6% par rapport à la même période de l'année précédente. De même, en glissement annuel, les quantités de savon produites ont quadruplé, sous l'effet de la modernisation de l'outil de production. Par contre, les difficultés techniques ont induit un repli de la production de l'huile palmiste de 14,4% à 125,9 tonnes.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a fortement augmenté pour se situer à 4,3 milliards de FCFA, sous l'effet de l'accroissement des quantités vendues sur le marché local et des exportations de savons durant la période sous revue.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)			
Huile raffinée	1 982,0	4 016,0	102,6%
Huile palmiste	147,1	125,9	-14,4%
Savons	303,5	1 561,6	414,5%
Ventes locales (en tonnes)	2 011,7	5 211,0	159,0%
Oléine (huile raffinée)	1 603,7	3 703,0	130,9%
Savons	408,0	1 508,0	269,6%
Exportations de savons (en tonnes)	-	30	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 916,9	4 343,5	126,6%
Effectifs	153	126	-17,6%
Masse salariale(en millions de FCFA)	551,3	432,4	-21,6%

Sources : SIAT, Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Les industries de transformation du bois ont connu un raffermissement de leur activité. Ainsi, la production des bois débités a progressé de 11,4% pour atteindre 407 325 m³, en raison d'un meilleur approvisionnement en grumes et du renforcement du tissu industriel.

De même, les ventes locales sont en amélioration de 14,6%, pour s'afficher à 21 977 m³, tirées par la fermeté de la demande locale. A l'inverse, les exportations en volume ont enregistré un léger repli (-0,7%), du fait de la contraction de la demande internationale en placage.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	365 534	407 325	11,4%
Ventes locales	19 170	21 977	14,6%
Exportations	318 894	316 786	-0,7%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Le premier semestre 2017s'est soldé par des résultats globalement positifs au niveau de l'activité de sciage. Ainsi, la production de sciage a progressé de 14,7% pour se situer à 247 667m³, du fait d'un meilleur approvisionnement des unités de transformation en grumes. De même, les exportations ont bénéficié d'une demande soutenue sur le marché extérieur des bois tropicaux pour atteindre 206 684 m³, soit une hausse de 7,7%. Par contre, les ventes locales se sont repliées de 31,5%.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	215 860	247 667	14,7%
Ventes locales	16 230	11 113	-31,5%
Exportations	191 838	206 684	7,7%

Sources: DICB, Cora Wood, Sitrab, Hua Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Super Bois, Tbn, Bsg, Rfm, Ceb, Ttib, Rougier, Safor, Tali Bois, Cbg, Bordamur, Trg, Egg, MPB, Sbl, Gwi, Hua Sen, Akachi, Senchuan Timber, Remerink GI, Cdg, Linli, Sysbg et Geb

II.7.2 Les unités de déroulage

- *Le placage*

Le segment placage a enregistré des résultats mitigés au premier semestre 2017. La production est restée stable pendant que les exportations ont chuté de 17,5% à 83 121 m³, du fait de la faiblesse de la demande des clients asiatiques et européens. Cependant, les ventes locales ont explosé au cours du premier semestre pour se situer à 7 589 m³.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	121 761	121 749	0,0%
Ventes locales	13	7 589	-
Exportations	100 702	83 121	-17,5%

Sources: Cora Wood, Thébault-Transbois, Tgi, Cema Gabon, Pdg, Cpbj, Seef, Evergreen et Sysbg.

- **Le contreplaqué**

Le premier semestre 2017 a marqué la poursuite de l'amélioration des performances industrielle et commerciale de la branche de fabrication de contreplaqué. En effet, la production a augmenté de 35,8% à 37 909 m³, en liaison avec l'accélération du rythme d'approvisionnement en grumes des principales unités de transformation.

Sur le plan commercial, les ventes de contreplaqué au niveau local et à l'extérieur ont connu la même tendance, soutenues par la vigueur de la demande, atteignant ainsi 3 275 m³ et 26 981 m³ respectivement.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	27 913	37 909	35,8%
Ventes locales	2 927	3 275	11,9%
Exportations	26 354	26 981	2,4%

Sources: Cora Wood, Seef, Rougier, Rimbunan.

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- **Les peintures**

La production de peinture a baissé de 18,8% à 1 506 tonnes au 30 juin 2017, en raison de la contraction du carnet de commandes des clients industriels. Corrélativement, le chiffre d'affaires a reculé de 11,7% à 2,9 milliards de FCFA à fin juin 2017. Les effectifs ont progressé de 12,2% pour une masse salariale de 514,6 millions de FCFA, en hausse de 53,5% en glissement annuel.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	1 853,6	1 506,0	-18,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 318,2	2 929,9	-11,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	335,2	514,6	53,5%
Effectifs (en nombre)	74	83	12,2%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- *Les lubrifiants*

Le développement du secteur informel a plombé l'activité de la fabrication de lubrifiants au cours du premier semestre 2017. Ainsi, la production des lubrifiants a chuté de 30,6% pour se situer à 1 145 tonnes. Cependant, suite aux commandes exceptionnelles d'un marqueteur, la production des emballages plastiques et métalliques a quadruplé, soit 100 089 unités produites. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est contracté de 34,4% à 1,5 milliard de FCFA au cours de la période sous revue. Dans le même temps, la masse salariale a baissé de 21,0%, en raison du changement de statut du directeur général.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	1 649	1 145	-30,6%
Emballages (en unités)	24 692	100 089	305,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 311	1 515	-34,4%
Effectifs (nombre d'agents)	38	38	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	205	162	-21,0%

Source : PIZOLUB

- *Les gaz industriels*

Sous l'impulsion de l'azote et de l'oxygène, la production consolidée des gaz industriels a augmenté de 56,9% pour atteindre 392 592 m³ au 30 juin 2017 contre 250 256 m³ à la même période de l'année précédente. Cependant, la faiblesse des commandes des principaux clients a induit une baisse du chiffre d'affaires de 13,8%, correspondant à 1 202 millions de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la diminution des effectifs de 22,4%, suite au départ progressif des cadres, a induit un recul de la masse salariale de 18,2% à 279 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en m ³)	250 256	392 592	56,9%
Oxygène	89 630	157 319	75,5%
Azote gazeux	14 567	9 870	-32,2%
Azote liquide	134 159	209 936	56,5%
Acétylène	11 901	15 467	30,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 394	1 202	-13,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	341	279	-18,2%
Effectifs (nombre d'agents)	58	45	-22,4%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

La production de ciment a baissé de 2,7% pour se situer à 129 596 tonnes. Ce repli fait suite à la faiblesse des commandes de ciment local en raison de la saturation du marché par les ciments importés d'Asie. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est rétracté de 9,5% à 9,5 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)			
Ciments	133 206	129 596	-2,7%
Ventes de ciment (en tonnes)	133 676	130 077	-2,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 541	9 537	-9,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	448	456	1,8%
Effectifs	62	58	-6,5%

Source : CIMAF

II.8.3 La seconde transformation des métaux

Au terme du premier semestre 2017, la production globale a chuté de 55,5% à 901,8 tonnes, sous l'effet de la contraction des commandes des tôles, dans un contexte de forte concurrence exercée par le secteur informel. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 15,9% à 2,7 milliards de FCFA.

La seconde transformation des métaux

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	2 027,2	901,8	-55,5%
Tôles minces	923,1	367,8	-60,2%
Tôles épaisses	1 104,1	534,0	-51,6%
Fer à béton	1 628,5	1 387,2	-14,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 162,9	2 659,1	-15,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	284,4	339,9	19,5%
Effectifs (en nombre d'agents)	58	53	-8,6%

Source : SOTRALGA

II.8.4 L'industrie minière

La production totale de manganèse transformé a progressé de 21% à fin juin 2017, pour se situer à 14 213 tonnes contre 11 751 tonnes une année auparavant. Celle du silico-manganèse, qui représente plus de 78% de cette transformation, a crû de 24,1% contre 8,7% pour le manganèse métal. Les effectifs ont progressé de 2,3%, pour un total de 440 employés.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	11 751	14 213	21,0%
Silico Manganèse (SiMn)	9 370	11 625	24,1%
Manganèse Métal (Mn Métal)	2 381	2 588	8,7%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	430	440	2,3%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9 LE RAFFINAGE

La raffinerie de pétrole a amélioré les résultats enregistrés en début d'année. Ainsi, le volume consolidé du brut traité a augmenté de 7% à 523 331 tonnes métriques au premier semestre 2017, en raison des performances réalisées par l'outil de production.

Cependant, sur le plan commercial local, en dehors du butane et du résidu atmosphérique qui ont connu des hausses respectives de 4,5% et 10,8%, les autres produits ont enregistré une baisse considérable des volumes vendus. Il s'agit notamment du turbine-fuel, du super, du pétrole lampant et du gasoil, en liaison avec la contraction des consommations sur le marché local.

Le relèvement des prix à la pompe et la hausse des volumes exportés ont permis une hausse de 32,3% du chiffre d'affaires qui s'est situé à 153,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
TOTAL DU BRUT TRAITE	487 518	523 331	7,3%
Compte propre (tonnes métriques)	487 518	523 331	7,3%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	20 735	21 673	4,5%
Super (m ³)	53 338	30 820	-42,2%
Pétrole lampant (m ³)	16 322	10 930	-33,0%
Turbine fuel 1 (m ³)	27 290	9 143	-66,5%
Gasoil moteur (m ³)	248 705	229 446	-7,7%
Kérosène export (TM)	0	9 973	-
Résidu atmosphérique export (TM)	277 333	307 216	10,8%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	115 956	153 784	32,6%
Chiffre d'affaires intérieur	87 483	92 314	5,5%
Chiffre d'affaires export	28 473	61 471	115,9%

Source : Sogara

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1 L'électricité

Les performances de la branche électricité enregistrées en début d'année se sont poursuivies à fin juin 2017. Ainsi, la production nette a connu une légère hausse (+0,6%) pour se situer à 1 222,4 GWh, soutenue par les achats d'électricité dans un contexte de baisse de la production du principal opérateur.

En revanche, le volume des ventes a baissé de 4,6% à 894,5 Kwh, entraînant un repli de 3,9% du chiffre d'affaires. Cette contre-performance s'explique notamment par le retrait concomitant des facturations des clients industriels et des ménages.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production nette (en GWh)	1 215,0	1 222,4	0,6%
Production nette SEEG	1 032,5	1 019,9	-1,2%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	182,5	202,5	11,0%
Volume total facturés hors cession (en GWh)	937,2	894,5	-4,6%
Volumes facturés MT hors cession	326,0	321,7	-1,3%
Volumes facturés BT hors cession	611,2	572,8	-6,3%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	88 479,0	85 029,0	-3,9%
CA MT hors cession	25 609,0	25 571,0	-0,1%
CA BT hors cession	62 870,0	59 458,0	-5,4%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2 L'eau

La production nette d'eau potable a progressé de 3% à 59,7 millions de m³, en liaison avec le renforcement des réseaux de distribution et des unités de production. A l'inverse, les ventes hors cession et le chiffre d'affaires ont baissé respectivement de 5,4% et 12,6%, suite à la sous-facturation des consommations.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production nette	57 990,0	59 710,0	3,0%
Ventes hors cession	35 140,0	33 230,0	-5,4%
CA hors cession (en millions de FCFA)	13 087,0	11 442,0	-12,6%

Source: SEEG

II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du bâtiment et travaux publics a accusé un net recul de son activité. Ainsi, la production vendue s'est repliée de 7,9% pour se situer à 96,7 milliards de FCFA, influencée par les contre-performances du segment bâtiment génie-civil. Celles-ci s'expliquent par la contraction des commandes publiques et l'arrêt de plusieurs chantiers. Ce, en dépit des résultats positifs observés au niveau du segment « pose de lignes d'eau, d'électricité et de téléphone » (+29,9%). En matière d'emploi, la morosité de l'activité a induit une diminution des effectifs de 10,7% à 2 594 agents, pour une masse salariale de 12,5 milliards de FCFA.

Evolution des activités du secteur BTP

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de FCFA), dont :	105 052	96 737	-7,9%
Bâtiment et Génie civil	96 709	85 896	-11,2%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	8 343	10 841	29,9%
Effectifs (nombre d'agents)	2 905	2 594	-10,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	12 749	12 514	-1,8%

Sources: Socoba EDTPL, Colas Gabon, Acciona, CRBC, Seteg, Ete, Bouygues, Sogacer, HTPG, Nuez et fils, Conduril, LBTPG, CSCEC, Soco TP, CGPR.

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 Le transport aérien

La branche du transport aérien a été marquée par la poursuite des contre-performances enregistrées depuis plus de deux ans. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 2,4% à 10 556 vols contre 10 813 vols à la même période en 2016, en raison de l'arrêt momentané des activités d'Afric-Aviation sur le réseau domestique. De même, le nombre de passagers transportés a baissé de 5,9% à 398 090 clients. Le volume de fret a reculé de 12,6%, se situant à 6 207 tonnes contre 7 099 tonnes au premier semestre 2016.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Mouvements Avions Commerciaux	10 813	10 556	-2,4%
- Réseau domestique	5 270	4 722	-10,4%
- Réseau international	5 543	5 834	5,2%
Passagers	422 826	398 090	-5,9%
- Réseau domestique	121 305	103 536	-14,6%
- Réseau international	233 830	232 158	-0,7%
- Transit	67 691	62 396	-7,8%
Volume du fret (en tonnes)	7 099	6 207	-12,6%
- Réseau domestique	414	311	-24,9%
- Réseau international	6 685	5 897	-11,8%

Source: ADL

II.11.2 Le transport ferroviaire

A fin juin 2017, le transport ferroviaire s'est caractérisée par une embellie de son activité, au regard de l'évolution de ses principaux indicateurs. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rail a fortement progressé (+54,4%) pour s'établir à 2,9 millions de tonnes, suite au regain d'activité dans les secteurs mines et industries du bois. Parallèlement, le nombre de passagers transportés a enregistré une hausse de 14,1%, sous l'effet de l'organisation de la CAN et de la régularité des trains voyageurs.

En conséquence, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est situé à 31,4 milliards de FCFA à fin juin 2017, soit une amélioration de 29,3% par rapport à la même période de l'année précédente.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Nombre de passagers	113 375	129 335	14,1%
Volume global des marchandises (en T)	1 900 141	2 934 716	54,4%
Grumes	177 693	179 162	0,8%
Bois débités	19 927	34 215	71,7%
Manganèse	1 536 048	2 484 683	61,8%
Produits C2M	16 250	20 299	24,9%
Produits pétroliers	22 694	29 978	32,1%
Autres marchandises	127 529	186 379	46,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	24 321	31 447	29,3%

Source: SETRAG

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications a enregistré des résultats positifs matérialisés par l'accroissement du nombre d'abonnés au téléphone mobile (+3,2%) et filaire (+2,6%). Dans le même temps, la forte croissance du parc internet GSM (+49,8%) à 1 719 291 abonnés à fin juin 2017, a été favorisée par l'attrait pour la 3G et 4G. L'ADSL a suivi la même tendance (+7,7%) pour compter 14 442 abonnés. En revanche, le chiffre d'affaires a diminué de 4,3% pour s'établir à 106,2 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse des tarifs des communications et des autres prestations.

Evolution de l'activité des télécommunications

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	110,98	106,20	-4,3%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 834,2	2 923,8	3,2%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	19,3	19,8	2,6%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 853,4	2 943,7	3,2%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	1 147,4	1 719,3	49,8%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	13	14	7,7%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon et Azur Gabon

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

La faiblesse de la demande locale a induit une baisse de 10,6% à 176,6 milliards FCFA du chiffre d'affaires du commerce général structuré sur la période étudiée.

Evolution du commerce général structuré

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	197,459	176,599	-10,6%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.14.2 Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

Les six premiers mois de 2017 se sont soldés par une morosité du commerce des véhicules utilitaires neufs. En effet, le nombre de véhicules vendus est passé de 1 694 unités en 2016 à 1 108 unités en 2017, soit une chute de 34,6%. Ce recul s'explique par la contraction des commandes publique et privée.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Nombre de véhicules vendus	1 694	1 108	-34,6%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- *Véhicules industriels*

L'observé conjoncturel du commerce des véhicules industriels fait apparaître une amélioration de son activité à la fin des six premiers mois de 2017. Ainsi, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 32,8% pour s'établir à 14,9 milliards FCFA, suite à une commande exceptionnelle d'un opérateur minier.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	11,26	14,95	32,8%

Source : Tractafric Equipement

II.14.3 Le commerce des produits pétroliers

La branche du commerce des produits pétroliers a enregistré un recul de 3,8% de son activité, soit 313 354 tonnes métriques vendues à fin juin 2017 contre 325 815 tonnes métriques une année auparavant. Ce fléchissement est lié à la baisse de la consommation des produits pétroliers par les clients industriels (BTP, forestiers, etc.).

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Volumes vendus (en tonnes métriques)	325 815	313 584	-3,8%
<i>dont Gasoil</i>	224 259	219 241	-2,2%
<i>Supercarburant</i>	41 257	40 741	-1,3%
<i>Kérosène</i>	23 459	16 239	-30,8%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a connu une légère inflexion de son chiffre d'affaires (-0,4%), passant de 30,62 milliards FCFA au premier semestre 2016 à 30,49 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	30,62	30,49	-0,4%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15 LES AUTRES SERVICES

Les Autres Services ont enregistré une baisse d'activité qui s'est soldée par une diminution de 8,3% à 44,7 milliards de FCFA de son chiffre d'affaires.

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

Au premier semestre, l'activité de la branche des services rendus aux entreprises a baissé de 8,1% pour se situer à 13,4 milliards de FCFA comparativement à la même période en 2016, suite à la faiblesse des prestations.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 599	13 415	-8,1%

Sources : Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, GBM, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, CFAO Technologies, Bureau Veritas Gabon

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers s'est caractérisée par un tassement de son activité à fin juin 2017, en raison de la morosité observée dans certains secteurs de l'économie nationale. Ainsi, le chiffre d'affaires a baissé de 10,4% pour se situer à 21,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	23 879	21 395	-10,4%

Sources : Gesparc, Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Evénements, Casepga, Gabosep, SAAF la colombe, Cabinet de groupe des médecins, Médical Optique, Labo color.

II.15.3 Les services immobiliers

Durant la période sous-revue, l'activité des services immobiliers a enregistré une contraction de 10,1% à 1 278 millions de FCFA, liée, entre autres, à l'arrivée à terme de nombreux contrats de bail et la baisse des transactions locatives.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 421	1 278	-10,1%

Sources : Agences N°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.15.4 Les services de réparation mécanique

Au premier semestre 2017, la branche des services de mécanique générale a accusé une réduction de 2,5% de son chiffre d'affaires. L'atonie de l'activité économique dans certains secteurs a engendré une diminution de la demande en réparation et en pièces détachées.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 877	8 652	-2,5%

Sources: ECIG, PEA, BIG, GSA

II.16 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

L'embellie observée dans ce secteur au premier trimestre 2017 s'est poursuivie au deuxième trimestre. Ainsi, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale a progressé de 1,5%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 23,6% à 10,3 milliards FCFA durant la période sous revue, conforté par la bonne tenue de la restauration et le relèvement du prix moyen de la nuitée de 13,9% à 98 105 FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière :

	Premier semestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 294	10 252	23,6%
Chambres occupées (en nombre)	62 095	63 034	1,5%
Taux d'occupation (en %)	65,3	64,29	-1,01 pt
Prix Moyen/chambre (FCFA)	86088	98 104,67	13,9%

Sources : Radisson Blu, Park Inn, Rê- Ndama, Hôtel Boulevard

II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 L'analyse bilancielle

Au 30 juin 2017, le total agrégé des bilans des banques a régressé de 11,1% à 2 226,3 milliards de FCFA contre 2 504,9 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée au repli du taux de couverture des crédits par les dépôts qui a perdu 9,2 points pour s'établir à 117,6% au 30 juin 2017 contre 126,8% un an auparavant. De même, l'excédent de trésorerie s'est situé à 414 milliards de FCFA (18,6% du total du bilan), en baisse de 33,3% par rapport à l'exercice précédent.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	2017/2016
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 089,3	2 143,2	1 878,4	-12,4%
Crédits bruts	1 687,3	1 787,9	1 711,9	-4,2%
Créances en souffrance	136,2	187,3	208,6	11,4%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	66,0	97,1	114,2	17,6%
CREDITS NETS	1 621,3	1 690,8	1 597,7	-5,5%
CAPITAUX PERMANENTS	297,4	324,4	307,0	-5,4%
VALEURS IMMOBILISEES	153,9	193,5	214,7	11,0%
AUTRES POSTES NETS	42,5	37,3	40,9	9,7%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	654,0	620,6	413,9	-33,3%
TOTAL DU BILAN	2 429,2	2 504,9	2 226,3	-11,1%

Sources : Banques / DGEPPF

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire se sont contractées de 12,4% à 1 878,4 milliards de FCFA en juin 2017.

Les ressources à vue ont reculé de 12,9% à 1 119,9 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse concomitante de toutes ses composantes, notamment les dépôts publics (-7,2%), les dépôts des entreprises publiques (-25,1%), les dépôts privés (-12,8%), les dépôts des non-résidents (-9,7%) et les dépôts non ventilés (-15,6%). Les ressources à vue ont représenté 59,6% du total des dépôts contre 60% l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 686,6 milliards de FCFA en juin 2017 contre 772,9 milliards en juin 2016, soit une diminution de 11,2%. Ces ressources ont représenté 36,6% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	2017/2016
Comptes à vue	1 236,8	1 285,1	1 119,9	-12,9%
Comptes à terme	741,0	753,4	667,7	-11,4%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,5	19,5	18,9	-3,1%
Autres comptes	85,4	76,3	59,5	-22,0%
Dettes rattachées	6,7	8,9	12,4	39,3%
TOTAL DES DEPOTS	2 089,4	2 143,2	1 878,4	-12,4%

Sources : Banques / DGEFF

A fin juin 2017, les dépôts publics ont baissé de 7,2% à 287,3 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 15,3% du total des dépôts au deuxième trimestre 2017 contre 14,4% au deuxième trimestre 2016. Par ailleurs, les dépôts du secteur privé non financier se sont repliés de 12,8% à 1 454,7 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	2017/2016
Dépôts publics	273,6	309,5	287,3	-7,2%
Dépôts des entreprises publiques	74,2	47,4	35,5	-25,1%
Dépôts privés	1 603,5	1 668,9	1 454,7	-12,8%
Dépôts des non-résidents	45,8	32,1	29,0	-9,7%
Dépôts non ventilés	92,1	85,2	71,9	-15,6%
TOTAL DES DEPOTS	2 089,2	2 143,1	1 878,4	-12,4%

Sources : Banques / DGEFF

II.17.2.2 Les crédits distribués

Au 30 juin 2017, les crédits bruts distribués ont enregistré un amenuisement de 4,2% à 1 711,9 milliards de FCFA contre 1 787,9 milliards de FCFA un an auparavant.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé se sont contractés de 7,1% à 1 057,4 milliards de FCFA en juin 2017. Ils ont représenté 61,8% du total des crédits contre 63,6% en juin 2016.

Les concours alloués aux administrations publiques se sont accrus de 1,8% à 529 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2017. Ceux-ci ont représenté 30,9% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Enfin, les crédits consentis aux entreprises publiques qui représentent 1,9% de l'ensemble des crédits bruts ont régressé de 30% à 31,9 milliards de FCFA à fin juin 2017.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	2017/2016
Crédits à l'Etat	407,9	519,9	529,0	1,8%
Crédits aux entreprises publiques	50,4	45,6	31,9	-30,0%
Crédits au secteur privé	1 155,9	1 137,8	1057,4	-7,1%
Crédits aux non-résidents	58,7	60,5	62,7	3,6%
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	2,3	4,9	-
Autres créances	14,4	21,8	26,1	19,7%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 687,3	1 787,9	1 712,0	-4,2%

Sources : Banques / DGEPF

II.18. CONJONCTURE DE L'ACTIVITE DE LA MICROFINANCE

II.18.1 Configuration et clientèle

Les établissements de microfinance ont enregistré des résultats positifs à fin juin 2017. L'offre de services financiers de proximité est restée stable, avec 14 EMF, dont cinq (5) de première catégorie et neuf (9) de deuxième catégorie.

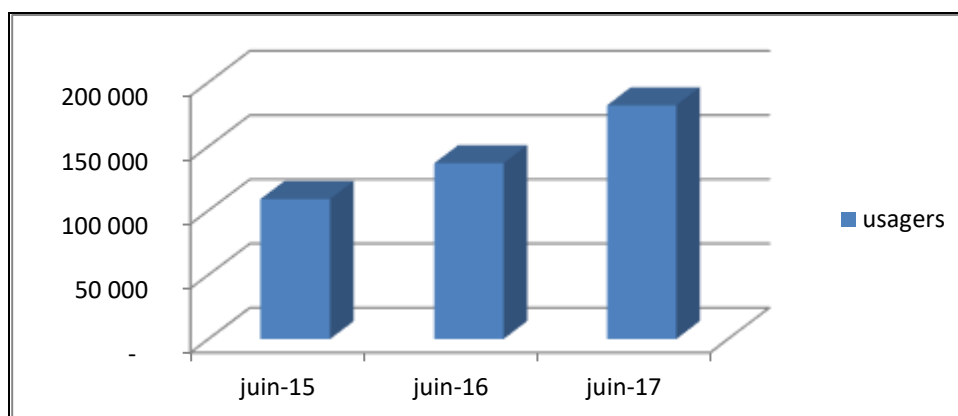
Activité des EMF¹

	juin 2016	Juin 2017	Var17/16
Nombre d'EMF	14	14	0%
Nombre d'agences	61	64	4,9%
usagers	136 985	182 089	32,9%
effectifs	540	564	4,4%

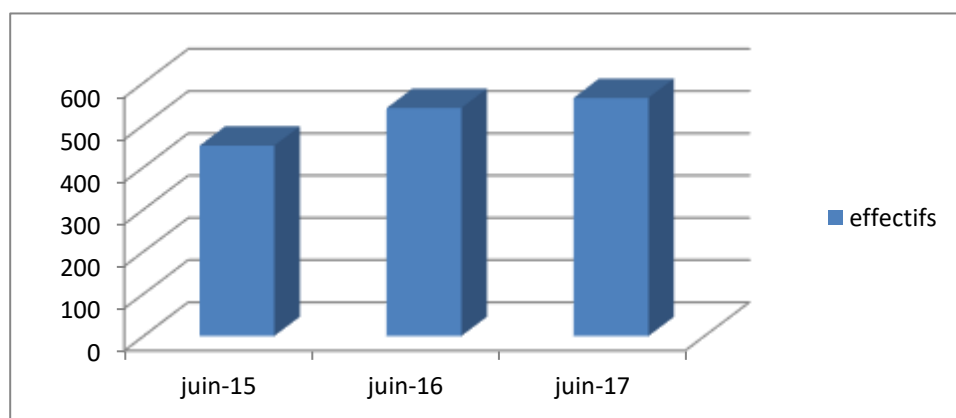
Sources : EMF/Cellule Microfinance

L'offre de service s'est consolidée avec l'ouverture de 3 agences et points de ventes. Toutefois, cette offre reste majoritairement concentrée sur Libreville (54 agences). Parallèlement, le nombre de clients a progressé de 32,9%, passant de 136 985 à 182 089 comptes.

¹Hormis les données sur la configuration du secteur, les statistiques n'intègrent pas les résultats de l'II Coofiga et Fidelis.



S'agissant de l'emploi, les effectifs ont atteint 564 agents contre 540 en juin 2016, soit une hausse de 4,4%, en vue de répondre aux besoins des nouvelles agences.



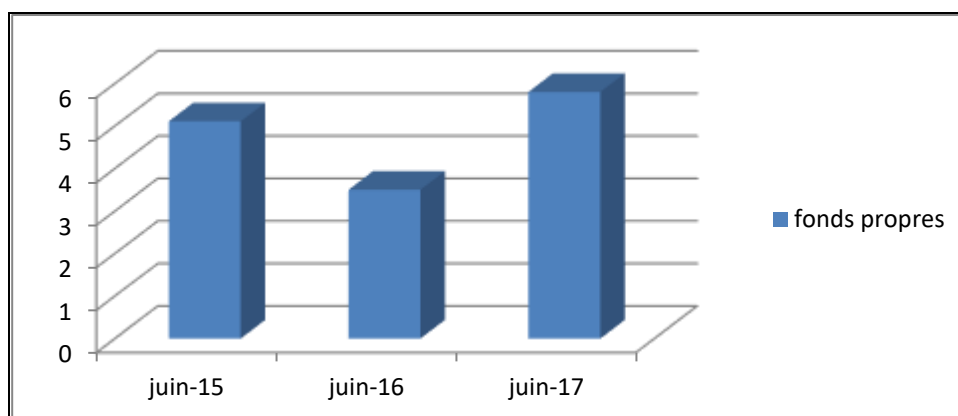
II.18.2 Capitaux propres et intermédiation financière

Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance se sont chiffrés à 5,8 milliards de FCFA au 30 juin 2017 contre 3,5 milliards de FCFA à fin juin 2016, soit une hausse de 65,7%. L'amélioration de la situation financière des sociétés anonymes, autrefois en difficulté, explique cette évolution.

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

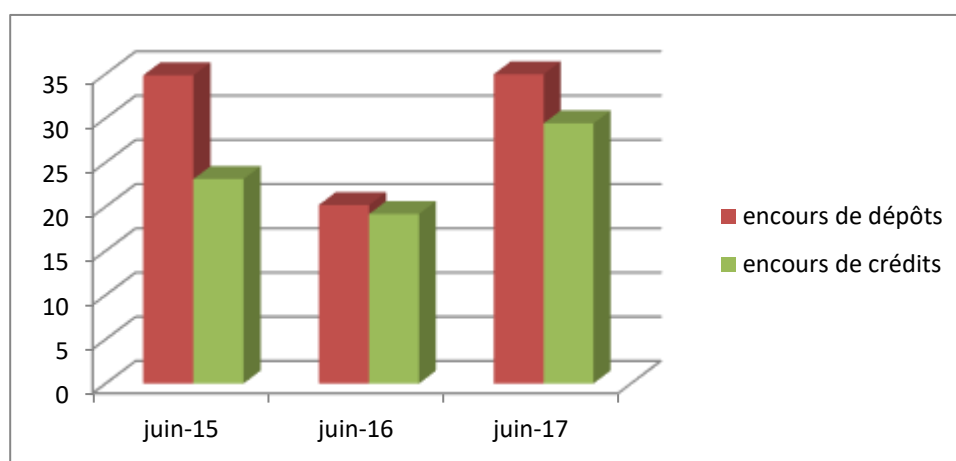
En milliards de FCFA	juin 2016	juin 2017	Var17/16
Fonds propres	3,5	5,8	65,7%
Encours de dépôts	20,18	34,97	73,3%
Encours de crédits	19,17	29,41	53,4%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



Les activités d'intermédiation financière se sont consolidées au cours du premier trimestre 2017. En dépit de la stabilisation du nombre d'EMF, les dépôts ont fortement progressé en glissement annuel (+73,3%), pour se situer à près de 35 milliards de FCFA.

L'activité de distribution du crédit a évolué dans des proportions moins importantes. Ainsi, les crédits bruts ont augmenté de 53,4% sur la période, passant d'environ 19,2 milliards de FCFA à 29,4 milliards de FCFA.



La structure des taux sur les opérations d'intermédiation est restée identique par rapport à celle de 2016, malgré une concurrence vive qui devrait plutôt contribuer à la baisse du coût du crédit. Le taux de rémunération des crédits (taux débiteur) a oscillé entre 1,5% et 7% par mois (14% l'an pour les fonctionnaires) et celui des dépôts (taux créditeur) entre 3,5 et 5%.

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

Au premier semestre 2017, l'activité du secteur assurance a été morose. Le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 14,9% à 51,36 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2016. La contraction du volume des primes notamment, dans la branche Non Vie, est liée, en grande partie à la volatilité des affaires eu égard aux difficultés financières des clients.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 1er semestres 2016 et 2017

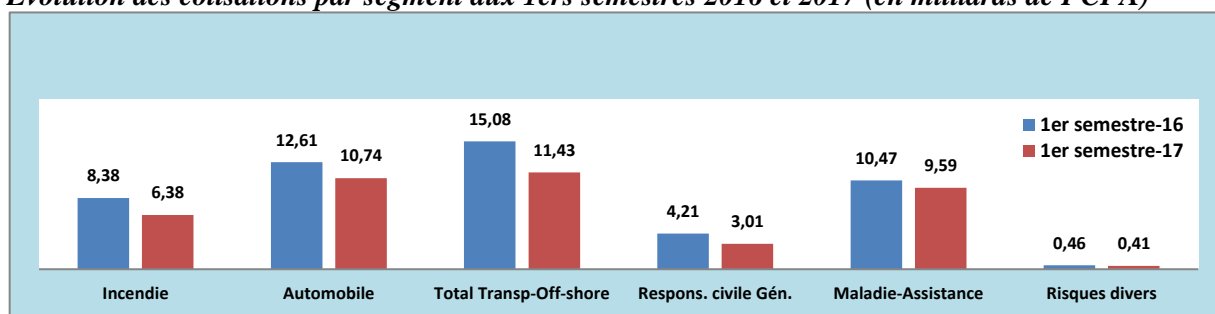
(en milliards de FCFA)	Premiers semestres			Répartition du C.A par branche en 2017
	2016	2017*	2017/2016	
Non Vie	51,09	41,58	-18,6%	81%
Vie	9,25	9,78	5,7%	19%
Total	60,34	51,36	-14,9%	100%

Sources : Compagnies d'assurances, exceptée « Assurances Gabonaise », données non disponibles ; 2017* = prévisions

II.19.1 La Branche Non Vie

Durant la période de référence, les émissions ont décliné de 18,6% à 41,58 milliards de FCFA. Le recul de l'encaissement de primes est plus important sur les produits classiques : l'Assurance Total Transports-Off-shore (-24,2% à 11,43 milliards), l'Automobile (-14,9% à 10,74 milliards), l'Assurance Maladie-Assistance (-8,4% à 9,59 milliards) et l'Incendie (-23,8% à 6,38 milliards). Cette branche englobe 81% du total des émissions du secteur.

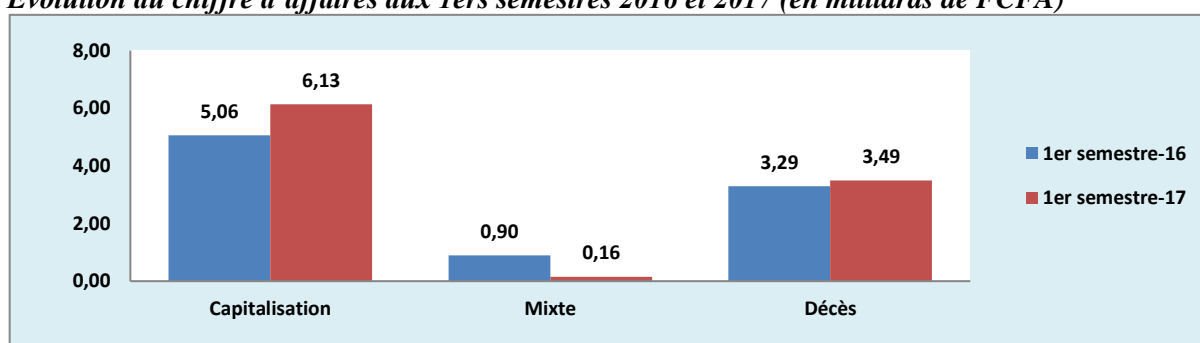
Evolution des cotisations par segment aux 1ers semestres 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation

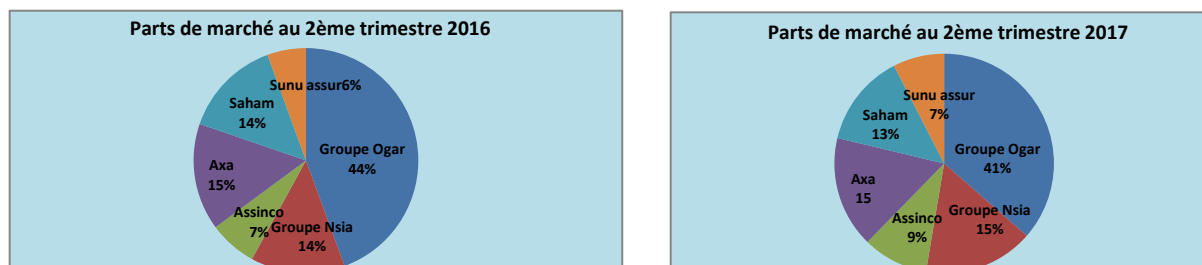
Cette branche qui représente 19% des primes du secteur a enregistré une embellie de son activité. Le chiffre d'affaires a augmenté de 5,7% pour se situer à 9,78 milliards de FCFA au premier semestre 2017. Cette évolution a été soutenue par la collecte positive des primes sur les produits « Capitalisation et Décès » qui ont progressé respectivement de 21,1% à 6,13 milliards de FCFA et de 6,1% à 3,49 milliards de FCFA.

Evolution du chiffre d'affaires aux 1ers semestres 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



La Répartition des parts de marché par compagnie

Les groupes OGAR, NSIA et la Société AXA détiennent l'essentiel des primes et représentent 71% du marché en termes de chiffre d'affaires.



Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux intérimaires d'assurance s'est contracté de 6,9% à 5,86 milliards de FCFA au premier semestre 2017, en liaison avec le recul du nombre de nouveaux contrats.

En assurance Non Vie, les commissions versées se sont contractées de 6,1% pour s'établir à 5,53 millions au premier semestre 2017. Parallèlement, les commissions versées pour le compte des activités Vie ont baissé de 23,6% à 227 millions de FCFA au premier semestre 2017.

II.19.3 Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres réglés, en baisse de 17,5%, s'est située à 12,70 milliards de FCFA au premier semestre 2017 contre 15,40 milliards à la même période en 2016. Cette évolution découle de la faiblesse des montants payés sur la sinistralité de la branche Vie.

La branche Non Vie a représenté 80,6% des sinistres payés par le secteur. Ils ont augmenté de 8,9% à 10,23 milliards de FCFA au premier semestre 2017 pour la couverture des produits Automobile (3% à 3,12 milliards), Total Transports (483 millions contre 225 millions) et Incendie (1,93 milliard contre 897 millions). En revanche, la branche Vie qui représente 19,4% des sinistres réglés du secteur a enregistré une réduction de la couverture des sinistres de 58,9% à 2,47 milliards de FCFA au premier semestre 2017.

II.20 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin juin 2017, trois établissements financiers ont été recensés au Gabon, à savoir Alios Finance Gabon, Finatra, et Bici-Bail Gabon. Ces trois établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.20.1 Les ressources

Les ressources des établissements financiers se sont établies à 45,2 milliards de FCFA contre 85,8 milliards de FCFA un an plutôt, soit une baisse de 47,3%. Cette situation résulte essentiellement

de la baisse concomitante des dettes bancaires (-59,8% à 26,5 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-5,8% à 18,7 milliards de FCFA) au cours de la période sous revue.

Evolution des ressources au deuxième trimestre 2017 (en milliards de FCFA)

	2e trimestre 2016	2e trimestre 2017	Var 2017/2016
Capitaux propres	19,9	18,7	-6,0%
Dettes bancaires	65,9	26,5	-59,8%
Ressources	85,8	45,2	-47,3%

Source : établissements financiers

II.20.2 Les emplois

Les emplois ont régressé de 22,9% à 75,6 milliards de FCFA, suite à la baisse simultanée des opérations à moyen terme (-47,4% à 13 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-14,1% à 61,9 milliards de FCFA).

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2017 (en milliards de FCFA)

	2 ^e trimestre 2016	2 ^e trimestre 2017	Var 2017/2016
Crédits à court terme	1,2	0,6	-50,0%
Crédits à moyen terme	24,7	13,0	-47,4%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	72,2	61,9	-14,3%
Total	98,1	75,6	22,9%

Source : établissements financiers

II.20.3 Investissements et créances impayées

A fin juin 2017, les investissements se sont situés à 0,8 milliard FCFA contre 0,3 milliard de FCFA l'année précédente. Dans le même temps, les titres de participation sont restés stables à 0,3 milliard de FCFA. Par ailleurs, on note une légère hausse des créances impayées de 2,0% à 26 milliards de FCFA en juin 2017.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2017 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2 ^e trimestre 2016	2 ^e trimestre 2017	Var 2017/2016
Investissements	0,3	0,8	-
Titre de participation	0,3	0,3	-
Créances impayées	25,5	26,0	2,0%

Source : établissements financiers

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2017

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au terme du premier semestre 2017, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est situé à 3,4% par rapport à fin juin 2016. Cette situation résulte à la fois de l'augmentation des prix des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité » (+12,6%), « Transport » (+4,9%) et « Biens et services divers » (+2,8%). En revanche, la maîtrise des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » à 0,3% se justifie essentiellement par la baisse des prix des viandes, de légumes et de tubercules. Le repli des prix des « viandes » (-1,5%), notamment celui des cotis de porc et cuisses de poulet congelés, est due à l'abondance de l'offre sur le marché local et aux politiques de contrôle des prix mises en œuvre par le Gouvernement. Le renchérissement des prix des poissons et fruits de mer (+1,3%) s'explique principalement par celui des sardines fumées et maquereaux en raison d'une baisse de l'offre.

Le rythme de l'accroissement des prix à la consommation observé depuis le début de cette année présage des risques de dépassement du taux d'inflation communautaire d'ici à fin décembre 2017. Il est urgent de corriger la tendance, en adoptant des mesures supplémentaires de maîtrise des prix notamment ceux du logement.

Regroupements	Pond	Janvier-Juin				Glissement (%)
		2016	2017	Moyenne (%)		
				2016	2017	
INDICE GLOBAL	10000	128,7	133,1	0,7	3,4	3,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	138,7	139,1	-0,1	0,3	1,1
<i>Pains et céréales</i>	673	128,8	129,0	1,5	0,1	1,2
<i>Viandes</i>	720	136,2	134,1	0,0	-1,5	0,7
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	185,6	188,1	2,9	1,3	1,8
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	124,9	125,5	-0,2	0,5	2,2
<i>Huiles et graisses</i>	183	127,1	130,0	-4,3	2,3	7,9
<i>Légumes et tubercules</i>	534	146,6	146,1	-2,9	-0,4	-4,8
Boissons alcoolisées et tabac	185	122,1	125,1	4,0	2,4	4,0
Articles d'habillement et chaussures	794	135,3	137,7	-0,4	1,7	1,0
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	123,7	139,2	-3,9	12,5	12,3
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	122,9	122,9	5,2	0,0	0,5
Santé	357	99,5	100,3	-2,1	0,8	2,5
Transports	990	141,2	148,2	11,1	4,9	5,2
Communications	355	64,0	61,0	-34,8	-4,7	0,0
Loisirs et cultures	503	121,1	120,9	2,8	-0,2	-2,7
Enseignement	170	111,6	113,2	4,7	1,4	1,7
Restaurants et hôtels	466	129,8	130,5	4,1	0,5	-2,1
Biens et services divers	275	142,6	146,6	32,8	2,8	1,7

Source : DGSEE

III.2 L'EMPLOI

L'emploi public comprend les effectifs de la fonction publique, de la main d'œuvre non permanente et des collectivités locales.

Au premier semestre 2017, l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales) a augmenté de 2,2% pour se situer à 102 701 agents. Cette évolution est liée aux recrutements enregistrés à fin 2016 des agents de la fonction publique (+3,0%), malgré la baisse constatée des effectifs de la main d'œuvre non permanente (-2,4%).

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	Premier semestre		17/16
	2016	2017	
Fonction Publique	85 395	87 983	3,0%
MONP	15 086	14 718	-2,4%
Libreville	6 998	6 285	-10,2%
Intérieure	8 088	8 433	4,3%
Total	100 481	102 701	2,2%

Source: DGEPP MONP intérieure à fin mai 2017

III.2.1 La variation des effectifs par département

A fin juin 2017, les effectifs de la fonction publique se situent à 87 983 agents contre 85 395 à la même période en 2016. L'Administration Centrale (+27,6%) est le département qui a connu l'augmentation la plus prononcée sur la période concernée, en liaison avec les recrutements des agents des forces de police nationale lors de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations édition 2017. L'Administration Economique a également connu une augmentation de ses effectifs (+9,0%), du fait de la régularisation des situations administratives de certains agents en présalaire.

En revanche, d'autres départements ont vu leurs effectifs se contracter. C'est le cas de l'Administration de développement (-2,3%), de l'Administration de transport (-5,2%) et des Autres Administrations. Ces baisses s'inscrivent dans la volonté affichée par les autorités de maîtriser les effectifs dans le secteur public.

S'agissant du poste Autres Administrations (constitué essentiellement des rubriques ; inconnus /en stage et des Autorités administratives Indépendantes), la forte diminution (-79,4%) proviendrait des mesures initiées en vue d'une meilleure identification des agents de ce poste.

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	Premier semestre		Var 17/16
	2016	2017	
Pouvoirs publics	24 959	23868	-4,4%
Administration générale	11 627	14 832	27,6%
Administration économique	6 901	7 519	9,0%
Administration développement	4 037	3 946	-2,3%
Administration des transports	1 241	1 177	-5,2%
Administration de l'éducation	24 938	25 018	0,3%
Administration sociale	11 449	11 573	1,1%
Autres	243	50	-79,4%
TOTAL	85 395	87 983	3,0%

Source: DGEPP

III.2.2 Evolution de l'emploi de la MONP

Les effectifs de la main d'œuvre non permanente sont passés de 15 086 à 14 718 agents à fin juin 2017. Cette baisse résulte de la politique de non remplacement systématique des départs à la retraite des agents de cette catégorie, principalement ceux de Libreville. Toutefois, l'on relève une hausse de 4,3% des effectifs de la MONP à l'intérieur du pays.

III.3 LES SALAIRES

Au terme du premier semestre 2017, la masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) a progressé de 2,2% pour se situer à 339,2 milliards de FCFA. Cette évolution est consécutive à la hausse des traitements et salaires de la fonction publique (2,8%), malgré la baisse des rémunérations de la main d'œuvre non permanente (-8,7%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	Premier semestre		Var 17/16
	2016	2017	
Traitements et salaires (T et S)	332	339,2	2,2%
Solde permanente	314,7	323,4	2,8%
MONP	17,3	15,8	-8,7%

Source : DGBFIP

III.3.1 La solde permanente par administration

Au premier semestre 2017, la masse salariale de la fonction publique s'est accrue de 2,8%, expliquée essentiellement par la progression de la solde permanente de l'administration générale (+22,3%). L'accroissement des effectifs (+27,6%) est le principal déterminant de cette évolution.

Toutefois, certaines administrations ont enregistré une baisse de leur masse salariale due au non remplacement systématique des agents admis à la retraite. C'est le cas notamment des administrations des transports et du développement.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	Premier semestre		Var 17/16
	2016	2017	
Département	2016	2017	Var 17/16
Pouvoirs publics	86,6	86,7	0,1%
Administration Générale	41,3	50,5	22,3%
Administration Economique	25,8	25,7	-0,4%
Administration du Développement	14,8	14,2	-4,1%
Administration des transports	4,2	3,8	-9,5%
Administration de l'Education	99,5	100,8	1,3%
Administration Sociale	41,1	40,7	-1,0%
Autres	1,4	0,961	-31,4%
TOTAL	314,7	323,4	2,8%

Source : DGBFIP

III.3.2. La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente

Le montant consacré au paiement de la solde des agents de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP) au premier semestre 2017 est en baisse. Ce recul s'explique par la contraction des effectifs de cette catégorie, en lien avec la politique de non remplacement systématique des agents admis à la retraite.

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2017, le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par un relèvement des exportations en valeur (+37,5%) et une contraction des importations (-13,4%). En conséquence, le solde commercial a plus que doublé pour se situer à 789,1 milliards de FCFA contre 321,3 milliards de FCFA auparavant.

La balance commerciale

En milliards de FCFA	Premier semestre			Var 17/16
	2015	2016	2017	
Exportations totales	1 673,5	1 002,5	1 378,9	37,5%
Importations totales	956,2	681,3	589,7	-13,4%
BALANCE COMMERCIALE	717,3	321,3	789,1	145,6%
Taux de couverture	175,0%	147,2%	233,8%	58,8%

Sources : DGDDI / DGEPPF

III.4.1 L'évolution des exportations en valeur

L'évolution positive des exportations observée au premier trimestre s'est confirmée au second trimestre. En effet, au premier semestre 2017, les exportations ont crû de 37,5% à 1 378,9 milliards de FCFA. Cette amélioration provient de la fermeté de la demande de la quasi-totalité des produits (pétrole et hors pétrole).

Les exportations en valeur

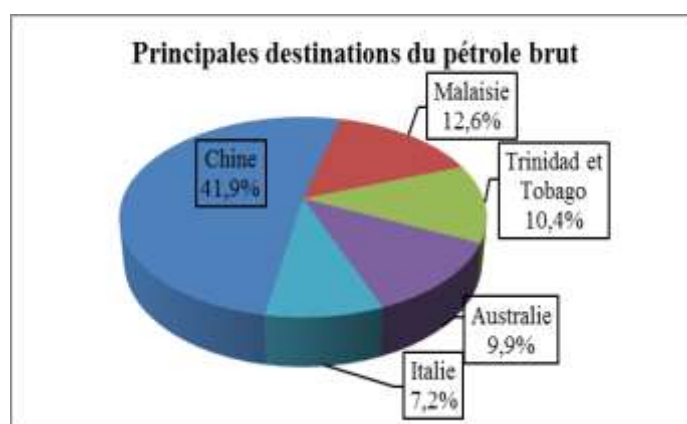
En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids			Var 16/15	Var 17/16
	2015	2016	2017	2015	2016	2017		
Exportations de pétrole brut	1 368,8	759,7	1 089,2	81,8%	75,8%	79,0%	-44,5%	43,4%
Exportations hors pétrole dont :	304,7	242,9	289,7	18,2%	24,2%	21,0%	-20,3%	19,3%
Bois sciés et ouvrages	110,0	111,4	141,4	6,6%	11,1%	10,3%	1,3%	27,0%
Produits dérivés du pétrole	33,6	34,6	54,2	2,0%	3,5%	3,9%	2,9%	56,7%
Minerais de manganèse	43,9	25,1	42,0	2,6%	2,5%	3,0%	-42,9%	67,3%
Caoutchoucs naturels	7,2	4,3	7,8	0,4%	0,4%	0,6%	-40,0%	82,0%
Ferro-silico-manganèse	24,9	3,1	6,4	1,5%	0,3%	0,5%	-87,4%	104,1%
Manganèse et ouvrages en manganèse, déchets et débris	0,3	1,5	2,2	0,0%	0,1%	0,2%	321,2%	50,8%
Huile de palme	0,1	0,3	1,8	0,0%	0,0%	0,1%	157,5%	550,8%
Or sous forme brute	-	1,6	1,2	0,0%	0,2%	0,1%	-	-26,7%
Poissons et produits de la pêche	0,3	0,6	0,7	0,0%	0,1%	0,0%	65,1%	16,7%
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	-	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
Ciments	0,8	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
Tabacs	0,2	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
Autres	83,2	60,4	31,8	5,0%	6,0%	2,3%	-27,3%	-47,3%
Exportations totales	1 673,5	1 002,5	1 378,9	100,0%	100,0%	100,0%	-40,1%	37,5%

Sources : DGDDI / DGEPPF

- **Les exportations de pétrole**

La valeur des exportations de pétrole brut a progressé de 43,4% à fin juin 2017 à 1089,2 milliards de FCFA. Ce rebond est consécutif au relèvement du prix moyen du brut gabonais et à l'appréciation du taux de change (+1,2% à 600 FCFA pour un (1) dollar américain), en dépit d'une diminution des quantités commercialisées sur le marché international (-33,2%).

Par destination, la Chine est le premier importateur de pétrole du Gabon au premier semestre 2017 avec 41,9% des parts. Celle-ci est suivie de la Malaisie (12,6%), de Trinidad et Tobago (10,4%), de l'Australie (9,9%) et de l'Italie (7,2%).



Source : DGEPP/DGDDI

- **Les exportations hors pétrole**

Au premier semestre 2017, les exportations du secteur hors pétrole se sont nettement améliorées (+19,3% à 289,7 milliards de FCFA) par rapport au premier semestre 2016. Cette évolution est principalement liée au raffermissement de la demande extérieure de la quasi-totalité des produits, excepté l'or sous forme brut dont les ventes ont régressé de 26,7%, sous l'effet de la baisse des cours sur le marché international.

La hausse des ventes de bois sciés (+27%) est liée essentiellement à la fermeté des commandes de la Chine et de la Belgique. Celle des produits dérivés du pétrole (+56,7%) fait suite à la vigueur de la demande de la Suède et des Pays Bas.

La Chine, qui absorbe 63,9% des ventes de manganèse minerais, explique essentiellement la hausse des exportations de ce produit au premier semestre 2017. De même, le dynamisme des ventes de caoutchouc naturel a été induit par l'accroissement des achats de treize pays, en particulier la Pologne, l'Espagne et les Etats-Unis.

S'agissant de la hausse de la valeur des exportations de certains produits transformés localement (le ferromanganèse, le silico-manganèse, etc.), elle s'explique, notamment par le relèvement des achats belges (+4,4 milliards de FCFA), la demande de nouveaux acheteurs africains (Cameroun et Cote d'Ivoire) et par l'appréciation des cours mondiaux. Nous notons en particulier une accélération des ventes d'huile de palme sur la période. Elles ont plus que doublé, sous l'effet de la demande des nouveaux clients du continent (Cameroun, Benin et Mozambique) qui absorbent 92,9% des ventes de ce produit.

III.4.2 L'évolution des importations en valeur

Les achats du Gabon ont enregistré une nouvelle baisse au premier semestre 2017, une tendance déjà observée aux premiers semestres 2015 et 2016. Ils sont passés de 681,3 milliards de FCFA au premier semestre 2016 à 589,7 milliards de FCFA à fin juin 2017. Ce repli de 13,4% est lié à la faiblesse des commandes des biens intermédiaires, d'équipement et d'Énergie, malgré le relèvement des achats des produits de consommation finale.

La baisse des importations des biens d'équipement (-16,7%) et intermédiaires (-21,4%) s'explique par la diminution des commandes publiques des entreprises pétrolières confrontées aux contraintes budgétaires, dans un contexte de faiblesse des prix du pétrole et du ralentissement de l'activité économique.

Rappelons que sur les six(6) premiers mois de l'année, la facture des biens d'équipement est composé de 55,6% des produits « d'outillages, machines, appareils mécaniques et électriques » et de 13,4% de véhicules. Tandis que les achats de biens intermédiaires sont composés de 47,8% « des produits des industries chimiques » et de 21,7% « de machines et appareils électriques ».

Les produits pétroliers importés par le Gabon pour combler le déficit notamment en gazole, coke, butane et huiles lubrifiantes ont été évalués à 16,9 milliards de FCFA, en régression de 70,6% par rapport à fin juin 2016.

Par ailleurs, les importations des biens de consommation finale ont augmenté de 11,2% au premier semestre 2017. Ils ont été composés à 66,4% des biens alimentaires (hors boissons).

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids		Var 16/15	Var 17/16
	2015	2016	2017	2016	2017		
BIENS DE CONSOMMATION FINALE DONT :	236,9	222,2	247,1	32,6%	24,8%	-6,2%	11,2%
<i>Produits alimentaires</i>	164,5	146,3	164,0	21,5%	17,2%	-11,1%	12,1%
<i>Boissons</i>	9,7	9,3	9,0	1,4%	1,0%	-3,4%	-3,2%
BIENS D'EQUIPEMENT	420,5	215,2	179,3	31,6%	44,0%	-48,8%	-16,7%
BIENS INTERMEDIAIRES	191,1	186,4	146,5	27,4%	20,0%	-2,4%	-21,4%
ENERGIE	107,7	57,5	16,9	8,4%	11,3%	-46,7%	-70,6%
Importations totales	956,2	681,3	589,7	100,0%	100,0%	-28,8%	-13,4%

Sources : DGDDI / DGEPPF

III.5 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

Comparativement au premier semestre 2016, la Chine conserve sa place de principal partenaire économique du Gabon avec des flux chiffrés à 581,2 milliards de FCFA à fin juin 2017. Elle est suivie de la France (253,0 milliards de FCFA), de la Malaisie (144,0 milliards de FCFA) et de la Belgique (126,3 milliards de FCFA).

Par ailleurs, Trinidad et Tobago a reculé de deux places derrière la Belgique au profit de la Malaisie. Mais l'Australie, les Etats-Unis, l'Espagne et les pays Bas sont sortis du classement des six premiers partenaires.

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids	Var17/16
	2015	2016	2017	2017	
Chine	281,9	295	581,2	29,5%	97,0%
France	231,4	250,9	253	12,9%	0,8%
Malaisie	220,6	44	144	7,3%	227,3%
Belgique	128,4	116,7	126,3	6,4%	8,2%
Trinidad et Tobago	236,7	134,6	113,1	5,7%	-16,0%
Australie	168,6	88,3	108,4	5,5%	22,8%
Total global	2 629,7	1 683,8	1 968,6	100,0%	16,9%

Source : DGDDI

III.5.1 Les principaux clients

A fin juin 2017, les ventes du Gabon à destination de ses dix premiers acheteurs ont augmenté de 37,5% comparativement à 2016 pour se situer à 1 378,9 milliards de FCFA. Cette évolution est le résultat des commandes des principaux clients. Ainsi, la Chine avec 38,4% des commandes se place loin devant la Malaisie (10,1%), Trinidad et Tobago (8,2%) et l'Australie (7,8%).

Par ailleurs, la Malaisie a progressé de dix (10) places par rapport à la même période de l'année précédente et se hisse au 2eme rang au premier semestre 2017. La nouvelle architecture des principaux partenaires est toutefois marquée par le retrait de la Belgique et la Grande Bretagne des dix(10) principaux clients, justifié par une forte contraction des commandes.

La balance commerciale du Gabon avec la Chine a été excédentaire de 478,6 milliards de FCFA au premier semestre 2017, suite à la hausse des ventes du pétrole, de Bois sciés et ouvrages et du Minerais de manganèse.

Répartition et Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids	Var. 17/16
	2015	2016	2017	2017	
Chine	210,9	207,6	529,9	38,4%	155,3%
Malaisie	213,5	26	139	10,1%	434,6%
Trinidad et Tobago	236,7	134,6	113,1	8,2%	-16,0%
Australie	167,7	87,6	108	7,8%	23,3%
Italie	151,3	91,8	86,1	6,2%	-6,2%
Belgique	12,2	45,1	57,7	4,2%	27,9%
Pays Bas	113,3	35,9	54,9	4,0%	52,9%
France	27,3	63	46,4	3,4%	-26,3%
Indonésie	0,2	0,1	46,1	3,3%	
Corée du Nord	82	59,2	42,1	3,1%	-28,9%
Exportations des 10 premiers clients	1 215,10	750,8	1 223,3	88,7%	62,9%
Autres	458,4	251,8	155,5	11,3%	-38,2%
Total Export	1 673,5	1 002,5	1 378,9	100,0%	37,5%
Poids des 10 premiers clients	72,6%	74,9%	88,7%		

Source : DGDDI

- **Par continent**

L'Asie demeure le principal client des produits gabonais (59,0% des parts) depuis deux(2) ans. Les performances de la demande asiatique se justifient par les commandes de la Chine (65,9% des parts), de la Malaisie (17,3%) et de l'Indonésie (5,7%), en liaison essentiellement avec les ventes du pétrole brut (87,9%) et les bois sciés et ouvrages (7,9%).

Ce continent est suivi de l'Europe (21,2% des parts), de l'Amérique (10,0%) et de l'Océanie (7,8%). Par contre, l'Afrique occupe la dernière place et ses importations ont été réduites de moitié au premier semestre 2017 par rapport à la même période en 2016.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids	Var17/16
	2015	2016	2017	2017	
AFRIQUE	39,2	54,9	26,7	1,9%	-51,5%
dont CEMAC	14,2	14	6,2	0,5%	-55,7%
AMERIQUE	328,5	165,2	138,4	10,0%	-16,2%
ASIE	588,2	367,7	813,5	59,0%	121,2%
EUROPE	549,5	326,9	292,2	21,2%	-10,6%
dont U.E	540,2	336,2	284,3	20,6%	-15,4%
OCEANIE	168	87,9	108,1	7,8%	23,0%
Exportations totales	1 673,5	1 002,5	1 378,9	100,0%	37,5%

Source : DGDDI

III.5.2 Les principaux fournisseurs

Les importations du Gabon en provenance de ses dix premiers fournisseurs ont enregistré une baisse de 13,4%, pour s'établir à 589,7 milliards de FCFA à fin juin 2017. Ces achats représentent actuellement 73,4% des commandes totales du Gabon.

La France maintient sa position de premier fournisseur du Gabon avec 35,0 % des parts, suivie de la Belgique et de la Chine respectivement de 11,6% et 8,7% des parts. L'Inde se propulse au 8^{ème} rang au premier semestre 2017 suite à la hausse de ses commandes de 18,9%.

Le solde commercial avec la France est déficitaire de 160,1 milliards de FCFA au premier semestre 2017, suite à une baisse substantielle des ventes du pétrole (-51,3%) et des Bois sciés et ouvrages (-15,5%).

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids 2017	Var17/16
	2015	2016	2017		
France	204,1	187,9	206,6	35,0%	9,9%
Belgique	116,2	71,6	68,6	11,6%	-4,2%
Chine	70,9	87,4	51,3	8,7%	-41,3%
Etats Unis	162,8	33	22,6	3,8%	-31,5%
Thaïlande	14,4	19,4	17,9	3,0%	-7,7%
Pays Bas	35,7	11,9	13,8	2,3%	16,0%
Italie	18,2	14,7	13,7	2,3%	-6,8%
Inde	9,5	11,1	13,2	2,2%	18,9%
Emirats Arabes Unis	16,3	15,1	12,7	2,2%	-16,0%
Maroc	14,2	12	12,6	2,1%	5,0%
Importations des 10 premiers fournisseurs	662,5	464,2	432,9	73,4%	-6,7%
Autres	293,7	217,1	156,8	26,6%	-27,8%
Total Import	956,2	681,3	589,7	100,0%	-13,4%
Poids des 10 premiers fournisseurs	69,3%	68,1%	73,4%		

Source : DGDDI

• **Par continent**

L'Europe est le premier fournisseur du Gabon avec 60,3% des parts, suivie de l'Asie (21,6% des parts), de l'Afrique (10,8%) et de l'Amérique (7,2%). Les importations du Gabon en provenance de ses partenaires européens sont réparties comme suit :

- France (60,4% des parts composées essentiellement des produits alimentaires) ;
- Belgique (20,1% des parts composées principalement des produits de consommation non alimentaire) ;
- Pays Bas (4,0% des parts, premier fournisseur du Gabon en machines et outillages et appareils mécaniques)

Evolution des achats par continent

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids 2017	Var17/16
	2015	2016	2017		
AFRIQUE	150,6	91,6	63,6	10,8%	-30,5%
dont CEMAC	40,7	17,7	17,4	3,0%	-1,7%
AMERIQUE	192,1	69,3	42,2	7,2%	-39,1%
ASIE	154,7	177,2	127,5	21,6%	-28,0%
EUROPE	457,6	341,7	355,6	60,3%	4,1%
dont U.E	441,5	331	343,8	58,3%	3,9%
OCEANIE	1,2	1,5	0,8	0,1%	-46,7%
Total export	956,2	681,3	589,7	100,0%	-13,4%

Source : DGDDI

III.6.LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de l'ensemble des engagements financiers des Administrations Publiques (Administration Publique Centrale, Administration Publique Locale, Administration de Sécurité Sociale). Les données de la dette publique utilisées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par l'Etat dont la maturité est d'au moins une année.

Au premier semestre 2017, les règlements de la dette ont baissé de 48,9%. Dans le même temps les tirages se sont accrus de 5,8%. L'encours a augmenté de 40,7 milliards de FCFA par rapport à la situation à fin décembre 2016.

III.6.1 L'évolution du règlement de la dette

Le règlement de la dette publique au premier semestre 2017 s'est établi à 179,5 milliards de FCFA dont 135,805 milliards sur l'échéance courante. Par rapport à la même période une année plus tôt, le règlement total est en baisse de 32,4% suite au repli conjoint du paiement de la dette extérieure et intérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré essentiellement au paiement de la dette envers le marché financier (42,8%) et commercial (39,0%). Par rapport à la même période une année auparavant, le service de la dette extérieure a baissé de 43,2% du fait de la diminution du règlement de l'ensemble des composantes.

Le paiement de la dette intérieure a concerné, essentiellement, le règlement de la dette bancaire et du moratoire, représentant respectivement 44,5% et 36,3% de l'enveloppe. Comparativement à la même période en 2016, le paiement de la dette intérieure a diminué de 11,7% pour s'établir à 80,5 milliards de FCFA, en dépit de l'accroissement du règlement de la dette envers le marché financier régional.

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)
	2016	2017	
Dette extérieure	174,4	99,0	-43,2%
Multilatérale	17,3	11,7	-32,4%
Bilatérale	33,0	6,3	-80,9%
Commerciale	81,2	38,6	-52,5%
Marchés financiers	42,9	42,4	-1,2%
Dette intérieure	91,2	80,5	-11,7%
Bancaire	37,8	35,8	-5,3%
Moratoire	34,0	29,2	-14,1%
Divers	18,1	5,8	-68,0%
Marché financier régional	1,3	9,7	-
Total	265,6	179,5	-32,4%

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.2 L'évolution des tirages sur financements

Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2017, l'Etat gabonais n'a bénéficié que des décaissements sur emprunts extérieurs. Ces décaissements se sont établis à 225,8 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 5,8% par rapport à leur niveau au premier semestre en 2016.

Cette augmentation résulte de l'accroissement significatif des tirages multilatéraux, malgré le repli des décaissements bilatéraux et commerciaux.

Evolution des tirages sur financements

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)
	2016	2017	
Extérieure	77,2	225,8	192,5%
Multilatéraux	7,3	205,3	-
Bilatéraux	24,3	0,6	-97,5%
Commerciaux	45,6	19,9	-56,4%
Marchés financiers	-	-	-
Intérieure	136,2	0,0	-
Marché financier	136,2	-	-
Total	213,4	225,8	5,8%

Source : Direction Générale de la Dette

Les tirages auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ont représenté 90,9% de l'enveloppe semestrielle. Ils proviennent de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Les décaissements auprès de la BAD et du FMI ont été effectués au titre de l'appui budgétaire. Ils se sont élevés respectivement à 131,191 milliards de FCFA et 58,028 milliards de FCFA. Ceux auprès de la BDEAC, soit 11,129 milliards de FCFA, sont liés aux travaux du tronçon routier « PK 5 – PK 12 ». La BIRD a décaissé 4,604 milliards de FCFA en appui aux projets « Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité », « Dorsale de Télécommunication phase II », « E-Gabon », « Appui à l'Employabilité des Jeunes » et « Renforcement des Structures de Base en Milieu Rural ». Une enveloppe de 0,382 milliard de FCFA a été mise à disposition par le FIDA pour le projet « Développement Agricole et Rural ».

Les tirages effectués auprès des bailleurs de fonds commerciaux ont représenté 8,8% du montant global. Ils ont été mobilisés auprès de la Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) pour la poursuite des travaux de construction du « Stade d'Oyem » et du « Stade de Port-Gentil ».

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds bilatéraux ont représenté 0,3% du total des tirages. Ils ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) pour les projets « Assainissement de la ville de Port-Gentil », « Développement et Investissement Agricole », le projet « Bassins versant de Gue-Gue » et la « Réhabilitation du Transgabonais ».

III.6.3 L'évolution du stock de la dette publique

Au premier semestre de l'année 2017, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 26,1% à 4 110,4 milliards de FCFA. Bien que les deux composantes (extérieure et intérieure) aient augmenté, cette évolution est imputable essentiellement à l'accroissement du stock de la dette intérieure.

L'augmentation de la dette extérieure (+9,2%) est due au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et commerciaux, nonobstant la légère diminution de ceux auprès des créanciers bilatéraux et des marchés financiers. La hausse de la dette intérieure (+147,1%) provient essentiellement de l'accroissement du moratoire et de la dette bancaire.

Ainsi, au premier semestre de l'année 2017, la structure du portefeuille de la dette publique est de 76,0% de dette extérieure et 24,0% de dette intérieure contre 87,8% de dette extérieure et 12,2% de dette intérieure à la même période une année auparavant.

Evolution du stock de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Premier Semestre		Variations (%)
	2016	2017	
Dette extérieure	2860,5	3124,7	9,2%
Multilatérale	364,7	562,7	54,3%
Bilatérale	703,3	700,1	-0,5%
Commerciale	502,0	610,2	21,6%
Marchés financiers	1290,5	1251,7	-3,0%
Dette intérieure	398,9	985,7	147,1%
Bancaire	0,0	362,7	-
Moratoire	62,3	308,6	395,3%
Divers	35,7	19,9	-44,3%
Marché financier régional	300,9	294,4	-2,2%
Total	3259,4	4110,4	26,1%

Source : Direction Générale de la Dette

III.7. LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN JUIN 2017

III.7.1 L'exécution du budget

Au premier semestre 2017, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire et mais également par des déficits (base engagement et base caisse).

Le solde primaire a affiché un excédent de 68,0 milliards de FCFA contre un déficit de 41,3 milliards de FCFA par rapport au premier semestre de l'année précédente. Cette plus-value est imputable à l'accroissement des recettes budgétaires et à la diminution des dépenses primaires.

Le déficit du solde base engagement (solde incluant la charge de la dette publique) s'est amoindri à 94,0 milliards de FCFA pour s'établir à 38,7 milliards de FCFA, malgré l'accroissement du règlement des intérêts sur la dette publique.

Tout comme le solde base engagement, le déficit du solde base caisse s'est réduit. Il s'est établi à 78,5 milliards de FCFA contre un déficit de 308,4 milliards de FCFA au terme des six premiers mois de l'année 2016. Cette situation est due surtout à une réduction moins importante des arriérés (-39,8 milliards de FCFA en 2017 contre -175,6 milliards en 2016).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	Premier semestre		
	2016	2017	Variations
Recettes pétrolières	165,8	289,9	74,8%
Recettes hors pétrole	521,0	498,3	-4,4%
Recettes comptes spéciaux	67,0	66,0	-1,4%
Dons	-	1,0	-
Recettes totales	753,8	855,2	13,4%
Dépenses de fonctionnement	583,7	588,9	0,9%
Dépenses d'investissement	169,8	58,3	-65,7%
Autres dépenses*	41,5	140,0	236,9%
Dépenses primaires totales	795,1	787,2	-1,0%
Intérêts sur la dette	91,4	106,7	16,7%
Solde primaire	-41,3	68,0	-264,8%
Solde base engagement	-132,7	-38,7	-70,8%
Solde base caisse	-308,4	-78,5	-74,5%

* Hors intérêts sur la dette

Source : DGCPT

III.7.2 Les recettes budgétaires

Au terme des six premiers mois de l'année 2017, le budget en recettes s'est établi à 855,2 milliards de FCFA, soit une augmentation de 13,4% par rapport à la même période une année plus tôt. Cette évolution est attribuable à la hausse des recettes pétrolières, nonobstant la diminution des autres recettes.

III.7.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 520,1 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative de l'année, 289,9 milliards ont été collectés au premier semestre 2017, soit un taux de réalisation de 55,7%. Comparativement à la même période en 2016, les recettes pétrolières ont augmenté de 74,8% du fait de leur amélioration dans l'ensemble des composantes, en liaison avec l'appréciation du cours du baril, malgré la diminution de la production pétrolière.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		
	2016	2017	Variations
Impôts sur les sociétés	0,0	21,0	-
Redevance Minière Proportionnelle	88,7	122,6	38,2%
Autres	49,7	107,4	116,1%
Transferts SOGARA	27,4	38,9	41,8%
Total des recettes pétrolières	165,8	289,9	74,8%

Source : DGCPT

III.7.2.2 Les autres recettes

Les autres recettes sont constituées des recettes hors pétrole, des recettes des comptes spéciaux et des dons reçus. Elles ont baissé de 3,9% à 565,3 milliards de FCFA en raison de la réduction des recettes hors pétrole (-4,4%) et des recettes des comptes spéciaux (-1,4%), malgré la réception d'un don de 1,0 milliard de FCFA.

Arrêtées à 1139,7 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, les recettes hors pétrole recouvrées se sont établies à 498,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 43,7%. Leur repli, par rapport à celles collectées au premier semestre de l'année précédente, est tributaire essentiellement à la diminution du recouvrement aussi bien des droits de douanes (-18,6%) que des impôts directs (-1,4%).

Evolution des autres recettes

En milliards de FCFA	Premier semestre		
	2016	2017	Variations
Recettes hors pétrole	521,0	498,3	-4,4%
Droits de douanes	144,4	117,5	-18,6%
Taxes sur les biens et services	106,6	110,0	3,2%
<i>dont TVA</i>	<i>73,0</i>	<i>87,5</i>	19,8%
Impôts directs	184,4	181,9	-1,4%
Autres recettes	85,7	88,9	3,7%
Recettes comptes spéciaux	67,0	66,0	-1,4%
Dons	-	1,0	-
Total autres recettes	588,0	565,3	-3,9%

Source : DGCP

III.7.3 Les dépenses budgétaires

Au terme des six premiers mois de l'année 2017, les dépenses budgétaires ont enregistré un accroissement de 0,8% à 893,9 milliards de FCFA. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont baissé de 1,0% pour s'établir à 787,2 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.7.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 089,2 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 588,9 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2017, soit un taux de réalisation de 54,1%. Comparativement à la même période l'année précédente, elles ont augmenté de 0,9% suite à l'accroissement des transferts et subventions, malgré la diminution des dépenses de personnel et des dépenses en biens et services.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 147,9 milliards de FCFA, soit 77,3% des prévisions révisées. Elles ont enregistré une augmentation de 44,4% en raison du renforcement des subventions (+34,7 milliards de FCFA), du soutien des prix des carburants (+16,3 milliards de FCFA) et de la caisse relative au fonds de sécurité et de souveraineté (+3,6 milliards de FCFA), malgré la baisse des autres transferts et intervention (-9,1 milliards de FCFA).

Les dépenses de personnel ont, quant à elles, été exécutées à hauteur de 357,2 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 50,3% de la dotation de la loi de finances rectificative. Comparativement à la même période en 2016, elles ont diminué de 2,3% du fait du repli de la solde permanente (-7,0%), nonobstant l'accroissement de la rémunération de la MONP (+66,5%) et l'utilisation de 4,6 milliards pour les autres dépenses de personnel.

Sur une dotation de 188,0 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, les dépenses en biens et services se sont établies à 83,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 44,6%. Elles se sont réduites de 27,6% comparativement au premier semestre 2016. Cette évolution résulte de la maîtrise des dépenses dans toutes les composantes : autres biens et services (-24,7%), consommation de l'électricité et l'eau (-33,3%) et consommation du téléphone (-63,3%).

III.7.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du recul de la mobilisation des financements sur les ressources propres (-76,6%) et sur ressources extérieures (-52,6%) les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 65,7% au terme des six premiers mois de l'année 2017 pour s'établir à 58,3 milliards de FCFA. Elles inscrivent ainsi un taux d'exécution de 13,8%.

III.7.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses, composées notamment des protocoles transactionnels signés par l'Etat, des dépenses affectées au fonds d'entretien routier (FER) et de la prise en charge des engagements des entreprises publiques et parapubliques, se sont établies à 140,0 milliards de FCFA. Elles se sont considérablement raffermissées suite, notamment, à l'accroissement des dépenses relatives aux protocoles transactionnels (+1,1 milliards de FCFA), aux prêts nets y compris prise de participation (+20,5 milliards de FCFA) et à l'affectation de 87,3 milliards de FCFA pour les comptes spéciaux, nonobstant la diminution des dépenses relatives au FER (-11,4 milliards de FCFA).

Evolution des dépenses budgétaires

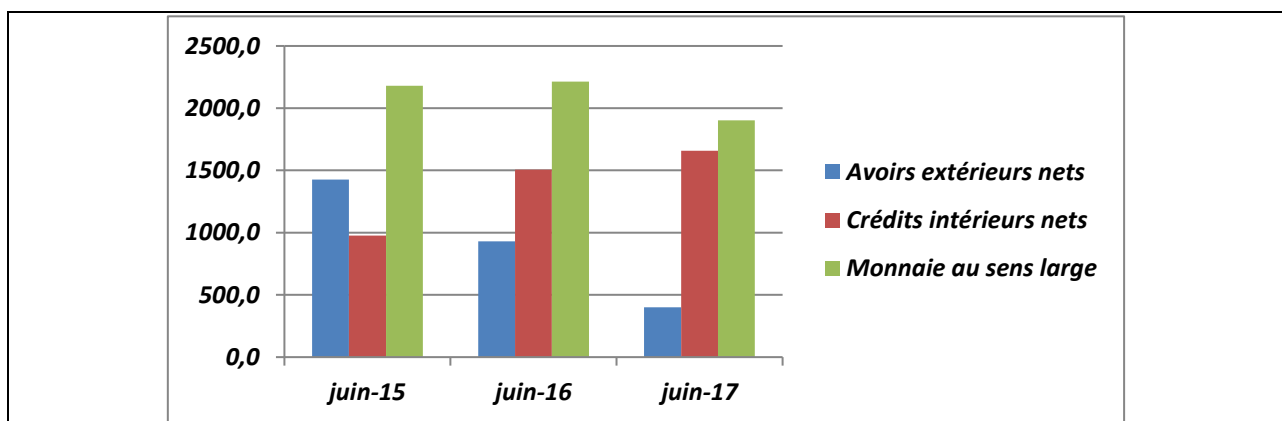
En milliards de FCFA	Premier semestre		
	2016	2017	Variations
Fonctionnement	583,7	588,9	0,9%
Salaires et traitements	365,5	357,2	-2,3%
Biens et services	115,8	83,8	-27,6%
Transferts et subventions	102,4	147,9	44,4%
Investissements	169,8	58,3	-65,7%
Ressources propres	92,6	21,6	-76,6%
Finex	77,2	36,6	-52,6%
Autres dépenses	41,5	140,0	236,9%
Total dépenses primaires	795,1	787,2	-1,0%
Intérêts sur la dette	91,4	106,7	16,7%
Total dépenses budgétaires	886,5	893,9	0,8%

Source : DGCPT

III.8 SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2017, la situation monétaire large est marquée par une baisse de la masse monétaire (-14,1%), des avoirs extérieurs nets (-57,1%) et un raffermissement du crédit intérieur net (+10,1%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.8.1 les principaux agrégats monétaires

III.8.1.1 La masse monétaire (M2)

Au deuxième trimestre 2017, la masse monétaire a régressé de 14,1% à 1901,5 milliards de FCFA, corrélativement à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-57,1% à 399,3 milliards de FCFA).

L'analyse de ses composantes révèle une baisse conjuguée des dépôts collectés (-15,2% à 1575,6 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (-8,5% à 325,9 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie s'est repliée de 9,4% à 673,1 milliards de FCFA à fin juin 2017, en liaison avec le tassement de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.8.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont baissé de 30,3% à 154,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2017, suite à la dégradation des autres postes nets (passant de -173,5 milliards de FCFA en juin 2016 à -242,8 milliards de FCFA en juin 2017).

III.8.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont fléchi de 15,6% à 2056,3 milliards de FCFA, consécutivement à la contraction des avoirs extérieurs nets (-57,1%).

III.8.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Ils ont chuté de 57,1% à 399,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2017, suite à la baisse concomitante des réserves officielles nettes (-64,2% à 284,3 milliards de FCFA) et des avoirs extérieurs nets des banques primaires (-15,3% à 115 milliards de FCFA). En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 21,9 points pour s'établir à 50,3% au deuxième trimestre 2017.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

Trimestre	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	varjuin-17/juin-16
Avoirs extérieurs nets	930,2	702,5	446,6	521,3	399,3	-57,1%
Banque centrale	794,4	594,1	358,3	343,9	284,3	-64,2%
Banques commerciales	135,8	108,4	88,3	177,4	115,0	-15,3%

Source : Beac

III.8.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est consolidé de 10,1% à 1657 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2017, suite à la hausse significative des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

Trimestre	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Var juin-17/juin-16
Crédits intérieurs nets	1505,5	1603,1	1761,9	1731,7	1657,0	10,1%
Créances nettes sur l'Etat	269,1	414,1	589,4	577,1	522,5	94,2%
Créances sur le reste de l'économie	1236,4	1189,0	1172,5	1154,6	1134,5	-8,2%

Source : Beac

Les créances sur l'économie

Elles ont reculé de 8,2% à 1134,5 milliards de FCFA à fin juin 2017, en relation avec le repli des crédits consentis au secteur privé non financier, représentant 94,1% de l'encours des crédits. Cette situation demeure liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole faible.

Les créances nettes sur l'Etat

Au deuxième trimestre 2017, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 522,5 milliards de FCFA contre 269,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée, passant de 361,7 milliards de FCFA en juin 2016 à 577,3 milliards de FCFA en juin 2017.

III.9 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur une reconduction du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres) ainsi qu'un maintien de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.9.1 l'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 80 milliards de FCFA.

III.9.2 la politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 11 juillet 2017 a décidé de laisser inchangés le TIAO et les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

Les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

CONCLUSION

Dans un contexte de contrainte budgétaire impactant négativement la commande publique, l'économie gabonaise, comme au premier trimestre, tire néanmoins profit de la remontée des cours des principaux produits de base. En effet, on note globalement une tendance marquée par des résultats positifs des secteurs exportateurs, soutenus par la hausse des prix des principales matières, malgré la baisse de la production pétrolière.

Cette tendance résulte également de l'arrivée à maturité de certaines activités, notamment dans l'industrie minière et les cultures de rente (huile de palme). Ces activités, ajoutées aux minerais bruts et au bois transformé, devraient permettre d'avoir une nette amélioration de la balance commerciale à la fin de l'année.

Toutefois, de nombreux secteurs d'activité continuent de souffrir de la faiblesse de la commande publique. L'enjeu majeur pour le Gouvernement et l'administration est d'œuvrer pour créer les conditions d'une accélération de l'exécution du budget rectifié au cours de la deuxième moitié de l'année. Dans le cadre du programme signé avec les partenaires financiers, il s'agit de renforcer les capacités de mobilisation de ressources internes et de remplir les conditionnalités nécessaires en vue d'obtenir le décaissement des appuis attendus, afin de régler le problème de la dette intérieure et d'injecter de l'argent frais dans les rouages de l'économie.

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANDE BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

Mme Milène N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO